



FRANCE

ÉDUCATION

Blanquer contraint au dialogue et à un changement de méthode

Après une réunion avec les syndicats, le ministre de l'éducation a promis le recrutement de 3300 contractuels et de 5 millions de masques FFP2

C'est un véritable changement de ton et de méthode qu'a opéré le gouvernement avec la concertation organisée en urgence à l'issue de la mobilisation d'ampleur des personnels de l'éducation nationale, jeudi 13 janvier. Elle a réuni pendant plus de trois heures les organisations syndicales, le premier ministre, Jean Castex, et les ministres de l'éducation nationale et de la santé, Jean-Michel Blanquer et Olivier Véran (en visioconférence car il est positif au Covid-19). « Cela a été un moment de bonnes discussions pour avancer sur des points concrets », a reconnu Jean-Michel Blanquer, à l'issue de cette rencontre. « Il est important de revenir à un climat de confiance », a-t-il ajouté. Le ministre l'a concédé sur Franceinfo vendredi : « Je ne suis pas parfait, je fais des erreurs. » Face à la colère et au sentiment d'être méprisés – voire abandonnés – exprimés par des personnels confrontés aux changements incessants de protocoles sanitaires, cet échange piloté par le premier ministre, marque un tournant en cette fin de quinquennat.

Le ministre de l'éducation nationale assure d'ailleurs vouloir poursuivre régulièrement les discussions. Désormais, des réunions se tiendront tous les quinze jours avec les organisations syndicales et les ministères de l'éducation, et de la santé et des solidarités. « Il nous faut expliquer le champ de contraintes dans lequel nous travaillons pour partager l'information, ce qui permettra de comprendre pourquoi parfois les décisions doivent subir des adap-

tations très rapides », a souligné Jean-Michel Blanquer, qui a annoncé une série de mesures. Sur le volet sanitaire, 70 millions de masques chirurgicaux sont en voie d'acheminement pour les personnels et 5 millions de masques FFP2 seront mis à disposition pour les enseignants de maternelle et les professeurs qui le demandent. Au sujet des capteurs de CO₂, le fonds de 20 millions d'euros d'aide aux collectivités n'a pas encore été « pleinement utilisé mais sera abondé si besoin », fait-on savoir à Matignon.

« Il est exact que le Covid crée des absences et il faut pourvoir à ces remplacements », a également reconnu, de manière assez inédite, le ministre de l'éducation nationale. Quelque 3300 contractuels seront recrutés prochainement. Ils font partie des 6000 postes de remplacement déjà annoncés mais feront l'objet de contrats plus longs, de six mois. « Quelques centaines » de candidats présents sur des listes complémentaires – ils ont eu le concours mais n'ont pas été recrutés – seront embauchés en primaire. En outre, 1500 assistants d'éducation doivent venir renforcer les équipes de vie scolaire dans les collèges et les lycées, et 1500 vacataires administratifs supplémentaires épauleront les directeurs d'école. Par ailleurs, 1700 médiateurs de lutte anti-Covid de plus seront également recrutés.

Les syndicats vigilants

Sur le volet pédagogique, les évaluations en milieu d'année de CP, qui devaient commencer le





17 janvier, sont reportées « à un délai qui reste à définir ». Le report éventuel des épreuves d'enseignement de spécialité du bac, qui doivent avoir lieu au mois de mars avec la réforme en vigueur, fera également l'objet de réflexions et de concertations. Entre les absences des élèves et celles des enseignants, le programme déjà chargé s'avère extrêmement difficile à tenir, selon les enseignants.

S'ils se montrent plutôt satisfaits des échanges, les syndicats restent malgré tout vigilants face à ces annonces. « Il y a eu quelques avancées concrètes et le souci de nous écouter mais, sur la méthode, on jugera sur pièce », réagit Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU, le principal syndicat du second degré. « Après des mois de demandes, une grève record et trois heures de réunion avec le premier ministre, nous avons enfin des premières réponses sur la méthode, les protections et les moyens », abonde Stéphane Crochet, du SE-UNSA. « Les annonces qui ont été faites sont le premier signal que la parole des personnels dans cette journée d'action a été enfin entendue », estime aussi l'UNSA-Education.

« Il est dommage qu'il ait fallu en passer par la grève pour avoir des réponses à des demandes faites parfois de longue date », déplore Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT. « Nous vérifierons que ces éléments s'appliquent effectivement sur tout le territoire. Il y a une grande attente pour que ces annonces se traduisent dans les faits », affirme-t-elle.

« C'est tout de même une concertation historique à la suite d'une mobilisation historique. Le gouvernement a ouvert des portes. Nous jugerons sur les actes », renchérit Guislaine David, porte-parole du SNUipp, syndicat majoritaire du premier degré. Une intersyndicale devait se réunir vendredi en fin de journée pour dresser le bilan de cette journée d'action. ■

SYLVIE LECHERBONNIER

